



Le Général Henri Paris, qui fut, jusqu'à sa disparition récente, un pilier du groupe de réflexion du G2S de l'époque, aujourd'hui « *Cercle maréchal Foch* », était un spécialiste éminent et unanimement reconnu du monde soviétique de l'époque de la Guerre Froide et russe post-soviétique. Parlant couramment la langue de Tolstoï, et la lisant dans le texte, il avait, de ce fait, un accès direct aux sources autorisées, presse ou ouvrages publiés, ce qui lui permettait de disposer des données nécessaires pour se livrer à des analyses aussi pointues que pertinentes. En matière d'étude du monde soviétique, le général Paris répète inlassablement, que la doctrine marxiste-léniniste a pour

objectif de convaincre de son bien-fondé. Les Soviétiques ont donc énormément publié, et la base documentaire en sources ouvertes est déjà très riche^[1]. Son ouvrage constitue donc un ensemble inégalé de véritables réflexions étayées par des sources crédibles, et non pas, comme trop souvent en ce domaine, une compilation d'analyses d'autrui, dont le support documentaire peut donc souvent être sujet à caution. C'est ce qui rend cet ouvrage encore très pertinent, vingt-cinq ans après avoir été rédigé. Il l'est d'autant plus que, même une personnalité aussi bien informée que le Secrétaire général des Nations Unies a, au cours de cet été, évoqué de manière très explicite la menace nucléaire qui pesait sur le monde actuel^[2].

En effet, à l'heure où les commentateurs ou les chroniqueurs ayant à traiter de la guerre en Ukraine, agitent parfois l'épouvantail de la menace nucléaire par le Kremlin, il est essentiel d'en revenir à la réalité de la doctrine russe en la matière. Même si l'actuel chef d'état-major russe, le maréchal Guerassimov a profondément marqué de son empreinte la stratégie de ses armées par ses écrits de 2013, en matière nucléaire notamment, il existe toujours un profond *continuum* de cohérence entre la doctrine actuelle et celle qui avait cours précédemment. Les idées énoncées par le maréchal Ogarkov en 1985, dans un contexte international foncièrement différent de celui d'aujourd'hui n'ont pas été remises en cause par son successeur actuel^[3].

Dans cet ouvrage, sous-titré « *Le nucléaire soviétique et russe* », le général Paris, expose de façon fort détaillée et parfaitement claire les aspects proprement nucléaires de la pensée militaire et de la stratégie soviétiques durant les années de guerre froide. Puis, toujours à partir de sources primaires originales, il prolonge son analyse jusqu'aux premières années de l'ère post-soviétique. Ainsi, le lecteur se trouve en position de mesurer à sa juste valeur la place que la Russie attribuait hier, et partant qu'elle contribue d'attribuer actuellement, à l'arme nucléaire. Il est donc possible, aidé par les réflexions du général Paris, d'évaluer les problèmes qui peuvent en résulter, en termes de menaces et risques, ce qui répond indéniablement, à l'une de nos préoccupations les plus pressantes. Ces principes, énoncés par le chef d'état-major de l'époque tombaient dans le domaine public, quelques courtes années seulement après la conclusion de la crise des euromissiles, qui avait vu l'Europe occidentale mesurer concrètement la menace nucléaire que l'Union soviétique faisait directement peser sur elle (*Les pacifistes sont à l'Ouest, mais les missiles sont à l'Est*, devait déclarer le Président François Mitterrand au Bundestag en 1983).

La rétrospective historique de « *L'atome rouge* » couvre deux parties de l'ouvrage, qui traitent respectivement de la genèse et de l'évolution, quantitative et qualitative, de l'armement nucléaire soviétique, puis de son maniement doctrinal durant les années de guerre froide. À cet égard, le général Paris commence par souligner la « *propension doctrinale* » du marxisme-léninisme de mettre en avant la « *nécessité absolue* » de maîtriser l'arme atomique. Ce constat est fondamental : l'accession de l'Union soviétique à la maîtrise de la capacité nucléaire militaire relève de l'idéologie en vigueur de son régime politique. Puis, l'auteur rapporte comment les Soviétiques accédèrent si rapidement à sa possession dès 1949, notamment grâce à l'espionnage et à l'infiltration du projet américain « *Manhattan* » dès les années de guerre. Enfin, Le Général Paris expose comment, au prix d'un effort considérable, l'Union soviétique s'est hissée à la parité avec les États-Unis, « *ennemi principal* », dans les années 70.

Certes, cette course aux armements nucléaires soviéto-américaine n'a aucun sens dès lors que l'on veuille bien reconnaître le principe du pouvoir égalisateur de l'atome, mais cette notion, fondamentale dans une logique de dissuasion, demeure inconnue aux dirigeants soviétiques, prisonniers de leur idéologie. Enfin, l'auteur démontre également que le missile constitua toujours pour l'URSS le « vecteur privilégié » : contrairement à l'armée de l'air américaine, les Soviétiques ne possédaient aucune culture aérienne de bombardement stratégique, acquise par l'*US Air Force*, sur les deux théâtres européen et Pacifique, durant les années de guerre.

Passant ensuite au « *maniement de la foudre* » ainsi maîtrisée, le général Paris donne alors une description précise de l'organisation du haut commandement avant de traiter celui des forces nucléaires pendant la guerre froide. Cette organisation n'a guère évolué depuis trente ans^[4]. Au sommet, se situe le Conseil de défense, réplique à peine élargie du bureau politique, assisté par un organisme de planification et de préparation de la décision, la *Stavka* – en russe ancien, la « tente du chef » –, dont l'appellation officielle est plus pompeusement « le grand quartier général du haut commandement supérieur »^[5]. Le commandement des forces nucléaires stratégiques comporte, quant à lui, une originalité avec la constitution en son sein, sous la forme d'une armée autonome, de leur composante terrestre (les missiles mobiles ou en silos), sous l'appellation de « troupes de fusées stratégiques »^[6]. Ceci illustre concrètement toute l'importance qui leur est attribuée par leur capacité de déclenchement d'un tir instantané et précis. La même importance est également attribuée à la « défense antiaérienne du pays », dont la responsabilité s'étend jusqu'à la défense de la couche extra-atmosphérique. Enfin le mécanisme de déclenchement du feu nucléaire inclut lui aussi une caractéristique originale : dans la mesure où, conformément à la doctrine soviétique, il vise à fournir une réponse instantanée et massive, le processus a été automatisé au maximum. C'est ainsi que, par voie de conséquence, plus que de se réserver la décision ultime d'ouverture du feu nucléaire, le président du Conseil de défense, par ailleurs secrétaire général du parti au temps de l'URSS, (aujourd'hui le Président de la Fédération de Russie), se réserve plutôt un droit de veto sur cette programmation automatique. Il le conserve également pour l'emploi des armes nucléaires tactiques, ainsi que sur celui des missiles de croisière dits « de théâtre ». Ce dernier système d'armes correspond aux armements dits « euromissiles » du temps de la crise du même nom, et qui ont fait l'objet d'une interdiction ultérieure par le traité FNI, aujourd'hui dénoncé par la Russie. Quant aux armes tactiques, du temps de la Guerre froide, les lanceurs pouvaient être répartis jusqu'au niveau de la division. Aujourd'hui, compte tenu de la nouvelle organisation de l'armée russe, ils le sont jusqu'au niveau de l'armée (dite interarmes AIA).

Le général Paris en vient ensuite au rappel, exposé de main de maître, des « *heurs et des malheurs* » de la stratégie nucléaire soviétique. Mais auparavant, l'auteur prend bien soin de rappeler que le système soviétique n'avait jamais admis la réalité de la finalité dissuasive des doctrines occidentales, puisque pour les dirigeants soviétiques, enfermés dans la dialectique rigide de leur idéologie, la dissuasion, qu'ils dénomment « intimidation par l'épouvante », ne constitue en réalité qu'un habillage de propagande occidentale visant à promouvoir une politique de position de force. En fait, ils transposent à leurs adversaires la teneur et la logique de leurs propres conceptions. La conclusion est logique, la victoire ne pourra s'obtenir que par l'anéantissement des forces adverses, et c'est ce mode opératoire qu'il faut préparer, c'est-à-dire l'emploi effectif, voire systématique, des forces nucléaires, dans le cas d'une guerre qu'on déclare ne pas vouloir.

Si cette doctrine, sans grandes nuances, a été d'actualité tout au long des années de la guerre froide, sa mutation a commencé à se faire sentir dès 1985, lorsque le maréchal Ogarkov, chef d'état-major général, a écrit dans une revue qui ne pouvait être qu'officielle, compte tenu de la nature du régime, qu'il était « *criminel de considérer une guerre thermonucléaire comme un moyen rationnel de la continuation de la politique* », C'était remettre en cause trente années de dogme politico-militaire. Cette nouvelle doctrine ne sera officialisée qu'en 1987, alors qu'Ogarkov avait quitté ces fonctions : Dans la ligne de la « *nouvelle pensée politique* » de Gorbatchev, un texte est adopté par le Comité politique consultatif du Pacte de Varsovie qui précise que sa stratégie « *a pour but d'éviter la guerre* » et non plus de vaincre. À cette occasion, l'Union soviétique renouvella l'engagement qu'elle avait pris en 1982 de ne pas utiliser « *en premier* » l'arme nucléaire. À cette date, en pleine crise des euromissiles, cette déclaration du Kremlin avait été considérée en Occident comme pure propagande, Ainsi, lorsque le 25 décembre 1991 le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau fut définitivement amené au Kremlin, pour être remplacé par les couleurs nationales russes, Boris Eltsine hérita d'un concept nucléaire devenu franchement défensif. Qui plus est, en officialisant le refus de la première frappe, Moscou avait pratiquement effectué sa révolution copernicienne en acceptant l'idée que l'armement nucléaire possédait une forte capacité dissuasive.

La troisième partie de cet ouvrage répond à la question de savoir ce qu'il est-il advenu de ce concept et comment se présente l'avenir du nucléaire ex soviétique ? Il ne faut pas perdre de vue que cet ouvrage a été rédigé en 1995.

Le général Paris décrit d'abord avec pittoresque la passation des pouvoirs nucléaires entre Gorbatchev et Eltsine. En ce domaine, Eltsine posa d'emblée la Russie en continuateur unique de la puissance nucléaire anciennement soviétique, les anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes n'ayant pas, dans son esprit, vocation à devenir puissances militaires nucléaires. Cette prise de position de principe posa immédiatement un double problème : en premier lieu, celui de la dévolution des systèmes d'armes stratégiques (vecteurs et charges) implantés sur les territoires de la Biélorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan devenus dorénavant républiques indépendantes ; en second lieu, celui des armes nucléaires tactiques et de théâtre dont étaient dotées toutes les grandes unités, stationnées pour un grand nombre d'entre elles sur les territoires des républiques devenues elles aussi indépendantes, et dont certaines devaient dorénavant constituer les armées nationales de ces nouvelles républiques. Ces questions, tout à fait insolites, se posaient en outre dans un contexte général plus que fortement troublé par la décomposition politique et socio-économique absolument complète de ce qui avait constitué l'empire soviétique, la Russie en premier lieu d'ailleurs. Le général Paris indique, ce qui illustre l'état de délabrement complet du système, qu'absolument personne, ni en Russie, ni dans les républiques, n'était en mesure, à cette époque, de préciser le nombre ainsi que la répartition des armes nucléaires tactiques et de théâtre, et ce, à plusieurs milliers de têtes près ! La première démarche consistait donc à les comptabiliser ! Pour ce qui est des systèmes stratégiques, la centralisation extrême de leur organisation de commandement a permis d'éviter ces déboires. On sait que cette épineuse question n'a été réglée que postérieurement à la parution de cet ouvrage (en 1996), par le retour intégral^[7] de cet arsenal nucléaire à la Russie, la contrepartie ayant été, pour cette dernière, de signer et ratifier des traités bilatéraux avec les anciennes républiques concernées, leur garantissant leurs frontières. On ne sait que trop, comment, en 2014 et en février dernier, le président Poutine a considéré

ces traités comme « *chiffons de papier* », tel Bethmann Hollweg en 1914.

Le général Paris analyse ensuite la politique de désarmement nucléaire annoncée et amorcée par la Russie, laquelle vise désormais la « *suffisance raisonnable* », mais à parité avec les États-Unis. Cette démarche amène l'auteur à d'intéressants développements sur les problèmes soulevés par la conversion de son complexe nucléaire militaire à des fins civiles. Puis, en corollaire, l'auteur expose la position et le comportement de la Russie vis-à-vis de la menace de prolifération, sujet qui avait donné lieu depuis longtemps, remarque-t-il avec beaucoup de pertinence, à une certaine connivence américano-soviétique. À ce propos, il note également que l'obstination de la Russie à militer en faveur de l'interdiction des essais nucléaires répond en réalité à deux objectifs précis : d'une part, il s'agit pour Moscou d'empêcher la mise au point des charges à capacité variable ou ultra-miniaturisées pour objectifs ponctuels, et d'autre part, de faire obstacle à la mise au point d'armes de « *troisième génération* », c'est-à-dire générant une puissante impulsion électromagnétique.

L'auteur expose ensuite la situation de la prolifération nucléaire dans le monde au cours des années qui ont suivi l'implosion du monde soviétique, et sur celle de la fraude russe à la non-prolifération. Quant à la coopération avec l'Occident à ce sujet, le général Paris s'étonne que les Russes l'aient acceptée étant compte tenu de la perte de souveraineté qu'elle entraînaît, mais cette observation est maintenant largement dépassée, puisque, au moment même de la parution de l'ouvrage (1996), le Kremlin y avait mis un terme de façon unilatérale.

Avant de conclure son ouvrage par le constat : « *Pour la Russie l'atome militaire est devenu maintenant l'ultime recours* », le général Paris analyse encore la perception qu'avaient les Russes de la menace éventuelle que pouvait constituer l'Occident, dans les années qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique. Ceci est très important, car l'argument a été avancé par le président Poutine, pour justifier son agression contre l'Ukraine. À l'époque, vieille aujourd'hui de plus de vingt-cinq ans, la Russie avait placé ses espoirs dans la sécurité collective sous l'égide de l'ONU. « *Les Russes* », souligne le général Paris, « *tous les Russes, gouvernement et opinion publique, ont le sentiment d'avoir été trompés* », car ils escomptaient la disparition des blocs et par suite celle du Pacte Atlantique comme celui du Pacte de Varsovie.

Ici, une incidente s'impose, compte tenu de tout ce qui a pu être avancé à ce sujet, notamment pour chercher à justifier l'agression russe, en mettant — au mieux — la Russie et l'OTAN dos à dos en termes de responsabilités dans la guerre actuelle.

L'approche du Général Paris nous semble fort pertinente, et, renseigné comme il pouvait l'être, il est à noter que jamais, ô grand jamais, il n'évoque un éventuel « *engagement* » qui aurait été pris par l'OTAN ou des États-Unis au moment de la réunification allemande, vis-à-vis de Mikhaïl Gorbatchev, de ne pas se redéployer à l'Est. Ceci est d'autant plus plausible qu'à l'époque de la réunification, lors des négociations de l'été 1990^[8], le Pacte de Varsovie existait toujours, même s'il ne fallait pas être grand clerc pour le deviner chancelant. Les seules exigences présentées par Gorbatchev ont porté sur deux points, la *Ligne Oder-Neisse* comme frontière orientale définitive de l'Allemagne réunifiée et la stationnement d'aucune armée étrangère sur l'ancien territoire est-allemand à la suite du repli du Groupement des Forces Soviétiques en Allemagne (GFSA). Sur ces deux points, il eut gain de cause, ce qui n'était pas acquis d'avance, notamment la délimitation de la frontière germano-polonaise. En toute

équité, Gorbatchev pouvait estimer avoir sauvé l'essentiel. Pour quoi ces deux conditions, et elles seules,

Il ne faut pas perdre de vue que depuis 1949, date de la reconstitution des deux Allemagnes, les Alliés occidentaux n'avaient jamais reconnu, ni l'Etat Est allemand, la République Démocratique d'Allemagne (RDA), ni la Ligne Oder Neisse, comme frontière définitive entre l'Allemagne et la Pologne. Gorbatchev était d'autant plus enclin à s'y accrocher qu'il savait fort bien que, si la Silésie et la Poméranie orientale, terres historiquement allemandes^[9], allemandes situées au-delà de la Ligne Oder Neisse étaient restituées au futur Etat allemand réunifié, la Pologne pourrait être « dédommée » par le retour à ses frontières orientales de 1939, avant l'annexion soviétique, c'est-à-dire, l'ensemble des territoires entre le Bug et l'ancienne Ligne Curzon, annexés en 1939 et non restitués en 1945 à Varsovie par Moscou. L'enjeu était de taille.

Pour ce qui est de la seconde exigence de Gorbatchev, alors que les Alliés occidentaux avaient toujours des moyens militaires conséquents déployés en ex Allemagne fédérale (R.F.A.), la non-présence d'une quelconque armée étrangère sur le territoire de l'ex-RDA était la contrepartie demandée par Gorbatchev au retrait immédiat du GFSA d'Allemagne ex-orientale.

Enfin, il faut savoir que l'OTAN, à la même époque, avait fort mauvaise presse en Allemagne fédérale : en avril 1990, soit trois mois auparavant, Helmut Kohl avait dû intervenir personnellement auprès du Secrétaire Général de l'OTAN, pour que le commandement Centre Europe de l'OTAN (AFCENT) ne jouât pas son exercice bisannuel *Crested Eagle*, dont le thème, six mois après la chute du Mur de Berlin, était une agression de l'Allemagne fédérale par l'Allemagne orientale et la Tchécoslovaquie ! Pas très opportun.

Bref, la lecture de l'ouvrage du général Paris permet de mettre fin à cette légende — irréaliste dans le contexte de l'époque — d'un marchandage entre les Occidentaux et Gorbatchev, de ne pas redéployer les moyens de l'OTAN plus à l'Est.

Pour finir cette trop rapide présentation d'un ouvrage fourmillant d'idées originales, et d'autant plus passionnant, outre son actualité brûlante, qu'il est souvent passionné dans ses approches, mais en demeurant toujours solidement argumenté, certaines de ses conclusions méritent d'être retenues : « À la différence totale des Occidentaux, les Soviétiques, et pas plus les Russes, n'ont sacralisé l'atome. Ils n'en ont pas fait une arme politique »... « Pour eux, l'arme nucléaire est un moyen » ... « Leur optique, héritée de celle des Soviétiques, persiste dans la vision d'une banalisation de l'arme nucléaire » ... « L'appareil militaire, dont le fleuron est l'arme nucléaire, finalement, est le seul succès du régime marxiste-léniniste » ... « Ce qu'il va en devenir, dépend, pour une très large part, de l'avenir que se donnera la Russie... dont le problème majeur est de rétablir l'État » ... « Malgré sa désorganisation, malgré sa démoralisation, l'institution militaire russe est celle qui a conservé le plus d'homogénéité » ... compte tenu de l'enjeu qu'a « L'armée russe n'est pas apolitique et ne fait pas profession de l'être comme les armées occidentales »... « Elle n'a jamais décidé de prendre le pouvoir pour elle-même » ... mais « elle peut se mettre au service d'une politique » ... « Alors que la Russie aspire à une remise en ordre, l'armée russe est désormais une force politique disponible » ... « L'atome rouge a transcendé l'URSS de Staline et de Brejnev, comme il transcende la Russie d'Eltsine ».

Pour terminer, cette conclusion passablement inquiétante : « *L'atome rouge a encore de beaux jours devant lui !* ». Merci à feu le général Paris, pour cet avertissement salutaire, et bravo pour la brillante démonstration qui l'a précédé. Ce livre mériterait d'être relu et médité, à l'aune de la guerre en Ukraine.

NOTES :

1. Certes, le lecteur avisé doit faire lui-même la part des choses entre le vrai, la langue de bois et la propagande. Mais cet exercice est le premier auquel doit se livrer tout lecteur avisé.
2. Dans son intervention, Monsieur Antonio Guterres, faisait autant référence à l'escalade militaire dans la zone Indopacifique qu'au conflit ukrainien.
3. Il n'est pas inintéressant de constater, qu'il en va de même en France sur ce sujet. Si le discours de l'Île Longue prononcé par Jacques Chirac en 2005, avait prêté à exégèse, car s'écartant de quelques « *millièmes* » pour utiliser une référence militaire, du dogme alors en vigueur, l'actuel Président de la République en revenait à un strict classicisme lors de son intervention, au cours de l'année 2020, à l'École militaire, devant l'École de Guerre.
4. En France, même si les systèmes d'armes ont considérablement évolué, l'organisation du commandement en tant que telle des FAS ou de la FOST, n'a pas non plus subi de modification profonde.
5. L'appellation de *Stavka* date de l'armée tsariste.
6. C'est la mise en alerte de ce commandement dont le Président Poutine a demandé la mise en alerte, de façon largement théâtrale, au début du conflit ukrainien.
7. Du moins on l'espère !
8. Elles devaient aboutir au Traité de Moscou, dut Traité 4+2, les Quatre vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale et les deux Allemagnes. Il a été signé le 12 septembre 1990.
9. La Silésie a été cédée par l'Autriche à la Prusse en 1748, par les clauses du Traité de Paris, signé par Louis XV, qui mettait fin à la Guerre de Succession d'Autriche. Jamais, sauf depuis 1945, la Silésie n'a été polonaise. Sa capitale, Wroclaw, n'est que la polonisation de l'appellation allemande de Breslau. Seule, la Haute Silésie — qui n'est qu'une faible partie de la Silésie), a, par referendum été rattachée à l'Allemagne en 1920, suite au Traité de Versailles.